

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 961^e
SÉANCE**

Lundi 18 octobre 1965,
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite)	55

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. EL-ATTRASH (Syrie) dit que le rapport du Secrétaire général intitulé "A mi-chemin dans la Décennie des Nations Unies pour le développement"^{1/} a montré le caractère jusqu'à maintenant décevant des résultats obtenus. L'objectif de 5 p. 100 comme taux de croissance annuelle n'a pas été atteint et le problème crucial — comment accélérer le rythme de croissance économique des pays en voie de développement — n'est toujours pas résolu.

2. Les difficultés les plus graves des pays en voie de développement sont l'absence de formation et le sous-emploi de leur main-d'œuvre; leur incapacité de tirer parti de leurs richesses naturelles, faute de connaissances techniques, de capitaux et de débouchés; les fluctuations de leur production agricole; l'accès trop restreint aux marchés internationaux; la détérioration constante des termes de l'échange; et les fluctuations à court terme des prix des produits primaires. Au cours des dernières années, le taux élevé de l'accroissement démographique a aggravé ces problèmes, mais les causes principales restent l'entrée insuffisante de capitaux et l'indifférence des pays développés devant le fossé qui s'élargit entre les nations riches et les nations pauvres.

3. L'objectif de la Décennie des Nations Unies pour le développement — des mouvements de capitaux vers les pays en voie de développement représentant 1 p. 100 du revenu national des pays développés — n'a pas été atteint, surtout parce que ces derniers n'ont pas modifié leur politique commerciale de façon à pouvoir offrir aux premiers des capitaux à des conditions favorables. D'où la lenteur du progrès économique des pays en voie de développement, ce qui fait que les deux tiers de la population mondiale continuent de n'avoir qu'un sixième du revenu mondial. Comme le tiers prospère du monde comprend surtout les populations des anciennes puissances coloniales, celles-ci sont soupçonnées de vouloir dominer économiquement les pays nouvellement indépendants en se montrant peu empressées de mettre en œuvre des programmes de développement.

^{1/} Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour, document E/4071.

4. Plus de la moitié des recettes d'exportation des pays en voie de développement provient des produits agricoles; aussi s'inquiètent-ils de la baisse continue des termes de l'échange pour ces produits. Peut-être veut-on laisser ces ressources en friche jusqu'à ce qu'elles puissent être exploitées avec l'aide de capitaux étrangers, en empêchant ainsi les pays en question d'exercer une complète souveraineté sur leurs ressources naturelles. Dans bien des régions, les ressources naturelles sont encore exploitées par d'anciennes puissances coloniales sur la base d'accords datant du XIX^e siècle; il est donc réconfortant de constater que les Nations Unies s'efforcent de résoudre ces problèmes en favorisant la coopération entre pays développés et pays en voie de développement.

5. La délégation syrienne appuie la proposition de créer un fonds d'équipement des Nations Unies. Comme les projets économiques et sociaux qu'entreprennent les pays en voie de développement ne fructifient qu'à la longue, leur financement doit se faire aux conditions le plus favorables possible. M. El-Attrash insiste auprès des pays développés pour qu'ils accordent leur appui au fonds envisagé.

6. Pour être encourageants, les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement n'ont cependant pas répondu à l'attente des pays en voie de développement. Ainsi, la recommandation A.II.2, portant sur les ententes internationales relatives aux produits de base et sur la suppression des entraves à l'expansion du commerce^{2/}, n'est pas assez explicite et n'exige aucun engagement ferme de la part des pays développés à économie de marché. Il y a eu une seconde déception lorsque la Conférence n'a pas réussi à approuver un projet de financement compensatoire sur le modèle du fonds d'assurance pour le développement suggéré par un groupe d'experts des Nations Unies; le financement compensatoire qui est assuré par le Fonds monétaire international comporte des taux d'intérêt assez élevés. De même, il est dommage que les recommandations sur la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies n'aient pas été adoptées à l'unanimité par la Conférence. Il faut espérer que grâce au Conseil du commerce et du développement les pays en voie de développement pourront satisfaire toutes ces aspirations.

7. La délégation syrienne est favorable à l'idée d'une conférence en vue de la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel. L'industrialisation dans les pays en voie de développement

^{2/} Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I: *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

augmenterait, entre autres, la rentabilité du secteur agricole qui fournirait une grande partie des matières premières nécessaires aux nouvelles industries; selon M. El-Attrash, on a tort de craindre une dislocation des structures agricoles à la suite de l'industrialisation.

8. Le représentant de la Syrie est également favorable à l'idée de fusionner les activités du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique pour en faire un programme unique de développement, car il suppose que cette fusion permettrait de mieux coordonner les programmes d'assistance technique des institutions reliées aux Nations Unies et ne nuirait pas aux projets en cours.

9. M. HAJEK (Tchécoslovaquie) dit que sa délégation s'inquiète de voir grandir l'écart entre les niveaux de développement économique des pays en voie de développement et des pays avancés. C'est un problème aux causes plus profondes que la différence entre "nord et sud", donnée comme explications par d'autres orateurs. Le régime économique capitaliste, qui a exploité les anciens territoires coloniaux au profit des pays développés à économie de marché, est, en grande partie, responsable du retard économique et social de nombreux pays en voie de développement. Seule une action économique et coordonnée de tous les Etats dans le cadre d'un programme réaliste de développement pourrait assurer la croissance économique équilibrée des pays en voie de développement.

10. En outre, certains facteurs politiques et économiques gênent le progrès économique régulier de certains pays en voie de développement; c'est le cas lorsqu'on cherche, par la pression extérieure, à leur imposer des pactes militaires ou le maintien au pouvoir de régimes faisant obstacle au développement économique. Partout où ces tendances capitalistes et néo-capitalistes ont été éliminées, comme par exemple dans les pays socialistes, on a pu observer une diminution de l'écart entre les pays industriellement avancés et les pays moins développés.

11. La croissance économique rapide et soutenue des pays en voie de développement est impossible sans les mesures suivantes: la mobilisation et l'exploitation de toutes les ressources intérieures; la diversification et l'expansion des exportations, source principale de devises étrangères; une action internationale en faveur d'échanges commerciaux plus fructueux avec les pays développés; l'emploi des capitaux étrangers de façon à bien tirer parti des ressources naturelles des pays en voie de développement et à alléger le fardeau des remboursements. L'un des obstacles majeurs à la mobilisation des ressources intérieures est, dans bien des pays nouvellement indépendants, la domination des monopoles étrangers, car le rapatriement des bénéfices a privé ces pays à la fois de recettes d'exportation et des devises étrangères dont ils ont grand besoin. De telles pratiques contredisent le droit de chaque Etat à la souveraineté permanente sur ses richesses et ses ressources naturelles, droit qui a été réaffirmé dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale. C'est pour cette raison que la Tchécoslovaquie proposait d'ajouter l'affirmation de ce droit au projet de déclaration des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats.

12. Divers obstacles ont empêché les échanges entre la Tchécoslovaquie et les pays en voie de développement de progresser pendant quelques années après la seconde guerre mondiale. Toutefois, le volume du commerce a quadruplé entre 1953 et 1964. La Tchécoslovaquie a conclu des accords commerciaux à long terme et un certain nombre de traités de coopération économique, scientifique et technique avec les pays en voie de développement. La coopération économique avec les pays socialistes permet aux pays en voie de développement d'échapper à l'obligation d'avoir des relations économiques avec les anciens pays colonialistes, et les met par conséquent dans une situation plus avantageuse. La coopération économique avec les pays en voie de développement n'aide pas seulement à réduire l'écart entre les niveaux de vie des pays développés et celui des pays en voie de développement, mais elle favorise également les relations internationales pacifiques.

13. La délégation tchécoslovaque à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a soutenu les pays en voie de développement lorsqu'ils ont réclamé une nouvelle politique des marchés et une nouvelle politique commerciale internationale, et elle a participé activement à la définition de ces politiques. Comme l'a déclaré un représentant de la Tchécoslovaquie à la session en cours de l'Assemblée générale, la Conférence pourrait faire beaucoup pour que les pays en voie de développement rattrapent leur retard économique et pour éliminer l'inégalité et la discrimination qui subsistent dans les relations économiques et commerciales internationales, à condition que tous les Etats fassent preuve de bonne volonté.

14. Le refus permanent d'admettre la République populaire de Chine, la République démocratique allemande et d'autres Etats socialistes à l'ONU est non seulement incompatible avec l'universalité de l'Organisation, mais réduit en outre ses possibilités de coopération économique, technique et scientifique.

15. La Commission devra rechercher de meilleures formes d'organisation pour traiter des questions économiques et sociales. C'est d'autant plus urgent depuis que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est devenue un organe de l'Assemblée générale. On pourra aisément établir des rapports harmonieux entre la Conférence et le Conseil économique et social. La Conférence et le Conseil du commerce et du développement devraient s'occuper de toutes les questions relatives au commerce, et notamment du commerce conçu sous l'angle du développement. La Conférence créera bien entendu des organes subsidiaires pour s'occuper de problèmes précis, mais il serait également bon qu'elle fasse appel aux organismes qui fonctionnent déjà de façon satisfaisante sous la direction du Conseil.

16. Tout doit être mis en œuvre pour rationaliser les budgets et les méthodes de travail des organismes des Nations Unies. La délégation tchécoslovaque appuiera toute réadaptation qui permettrait d'obtenir de meilleurs résultats et d'éviter les doubles emplois, orienterait les activités de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées vers les tâches les plus urgentes. Le Conseil doit occuper une position centrale. Il faut renforcer son rôle de planification et de coordination.

Il ne doit pas se borner à étudier des rapports volumineux, il doit encore assigner des ordres de priorité et donner des directives touchant toutes les activités économiques et sociales des organismes des Nations Unies. La coordination ne doit pas être l'apanage du Comité administratif de coordination et, comme on l'a fait observer à la trente-neuvième session du Conseil, les gouvernements des Etats Membres doivent aussi jouer un rôle actif, car eux seuls peuvent assurer une action concertée au sein de chaque organisation internationale.

17. Le développement industriel des pays en voie de développement est particulièrement urgent et fait maintenant l'objet d'un examen plus précis à l'ONU. La délégation tchécoslovaque est en faveur de l'intensification des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation, ainsi que de l'élargissement du Centre de développement industriel et de la préparation accélérée des colloques régionaux et du colloque international sur le développement industriel. Quelques orateurs ont un peu trop prêché la prudence dans ce domaine en exagérant les difficultés; la délégation tchécoslovaque pour sa part, et sans se dissimuler la complexité du processus d'industrialisation, préfère s'attacher à ses effets positifs.

18. M. Hájek constate avec satisfaction qu'un certain nombre de pays en voie de développement ont recours à des méthodes qui ont fait leurs preuves dans l'industrialisation des pays socialistes, notamment en ce qui concerne la planification et l'élargissement du secteur public. On relève dans l'Etude sur l'économie mondiale, 1964^{3/} que le début des années 60 a surtout été marqué par le fréquent recours à la planification comme instrument de politique économique et sociale; aussi la planification et l'établissement de projections économiques devraient-ils être mis au premier rang des principales tâches de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil a donc eu entièrement raison d'encourager la constitution d'un groupe d'experts de la planification en vue d'améliorer les méthodes et d'assurer une direction et une coordination centrales [résolution 1079 (XXXIX)].

19. La délégation tchécoslovaque appuiera tout ce qui pourra vraiment servir à rationaliser les activités d'assistance technique de l'ONU. Elle attendait une évaluation plus approfondie du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) pour coordonner les activités d'assistance technique; la fusion proposée du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique ne lui paraît pas une solution satisfaisante. Il faut lancer un véritable programme de développement des Nations Unies qui comprendrait également des activités d'investissements. L'administration et la gestion du nouveau fonds devraient être réellement démocratiques et reposer sur une représentation géographique équitable.

20. Pour parvenir à une coopération économique, scientifique et technique universelle, il faut normaliser les relations économiques internationales.

21. La Tchécoslovaquie, au stade actuel de son développement économique, a non seulement besoin

d'augmenter son taux de croissance mais d'améliorer la gestion et la planification de son économie. Elle est disposée à renforcer ses relations économiques avec tous les pays, notamment avec ceux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En dépit de certaines difficultés, elle accroîtra ses importations non seulement de matières premières et de denrées alimentaires, mais aussi d'articles finis et semi-finis en provenance des pays en voie de développement. La Tchécoslovaquie espère que le renforcement de la coopération économique permettra de réaliser une meilleure division internationale du travail dans l'intérêt de tous les pays.

22. M. TCHEN (Chine) dit que l'Organisation des Nations Unies a fait des progrès considérables dans la voie de la décolonisation mais que les efforts qu'elle déploie pour accélérer le développement économique et social des pays pauvres sont loin encore d'atteindre leurs objectifs. L'Etude sur l'économie mondiale, 1964 montre qu'en 1964 l'expansion économique des pays industrialisés s'est poursuivie tandis que la plupart des pays en voie de développement sont restés loin en arrière. L'accroissement des échanges commerciaux a surtout été le fait des pays à économie de marché. Les pays en voie de développement assistent à un fléchissement continu des cours de leurs produits primaires d'exportation et à une détérioration graduelle des termes de l'échange. Ils ont difficilement accès aux marchés extérieurs dans les pays développés; par suite de l'institution de systèmes préférentiels, de groupements régionaux, ou de l'application de tarifs douaniers protectionnistes et autres restrictions.

23. En 1964, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement s'est attaquée à ces problèmes; elle a constitué divers organes à cet effet et provoqué une confrontation entre les pays développés et les pays en voie de développement. Il faut espérer que le fait d'avoir cerné les problèmes constituera un premier pas vers leur solution et renouvellera la politique internationale de développement. La procédure de conciliation minutieusement établie conformément à la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale augure bien de l'avenir, mais des efforts patients sont encore nécessaires avant de créer une économie mondiale nouvelle. Les mesures prises par le Gouvernement australien, telles qu'elles ont été exposées par le représentant de ce gouvernement (957ème séance), pour encourager les importations d'articles manufacturés, de produits semi-finis et d'articles artisanaux en provenance des pays en voie de développement, sont très encourageantes.

24. La situation décrite dans l'étude intitulée "A mi-chemin dans la Décennie des Nations Unies pour le développement" est déplorable; à l'heure actuelle, les pays en voie de développement, qui représentent les deux tiers de la population mondiale, se partagent moins d'un sixième du revenu mondial. Bien que l'observation faite par M. de Seynes (955ème séance) selon laquelle la distance sociale du moins n'augmente pas nécessairement soit dans une certaine mesure rassurante, le sort des pays en voie de développement représente encore un défi à la communauté internationale. Sans attendre de miracles, la Chine espère, comme tous les pays en voie de développement, que

^{3/} Publications des Nations Unies, numéros de vente: 65.II.C.1 et 2.

les pays riches se montreront résolus à favoriser la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

25. Selon l'étude de la FAO intitulée "La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1965" (Rome, 1965), la quantité de produits alimentaires nécessaire pour satisfaire les besoins des populations croissantes dans les pays en voie de développement devra être quadruplée dans les 35 prochaines années. Sinon le problème de la faim pourrait prendre des proportions effarantes. Selon les projections démographiques, la population mondiale passerait de 3 milliards en 1960 à 4 milliards 300 millions en 1980 et à 6 milliards à la fin du siècle. Quelle que puisse être la valeur de ces projections, la délégation chinoise pense, comme M. de Seynes, qu'une part importante du progrès économique réalisé dans les pays sous-développés — parfois la moitié — est actuellement absorbée par la croissance de la population. Sans perdre de vue les multiples considérations qui interviennent dans la question de la planification familiale, la délégation chinoise constate toute la gravité du problème qu'illustre bien la demande présentée par le Gouvernement indien concernant l'envoi d'une mission consultative d'experts, et accepte l'idée d'une éducation concernant la fécondité tant que celle-ci ne prendra pas la forme d'une campagne. Tout doit être fait pour encourager la production agricole car, comme M. de Seynes l'a fait observer, le progrès de la production agricole est un facteur déterminant de tout le processus de croissance dans les économies sous-développées.

26. Tout aussi essentiel au processus de leur développement est un apport accéléré de capitaux. Selon le dernier rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement^{4/} et de la Société financière internationale^{5/}, l'assistance financière directe et indirecte des pays développés aux pays en voie de développement, qui a enregistré un mouvement ascendant fort remarquable au cours de la seconde moitié de la décennie précédente, a accusé une sorte de stagnation au cours des quatre dernières années. Le courant international d'aide et de capitaux est resté loin de l'objectif de 1 p. 100 du revenu national des pays développés. En 1963, les deux tiers du montant total sont allés à 15 nations, le tiers restant étant loin de correspondre à la capacité d'absorption d'un grand nombre de pays en voie de développement. Des modalités devront être recherchées pour accroître sensiblement l'aide financière internationale disponible. La délégation chinoise appuie sans réserve la résolution 1088 A (XXXIX) du Conseil économique et social recommandant de rendre sensiblement plus avantageuses les conditions de prêts.

27. Les programmes d'assistance technique des Nations Unies constituent peut-être la forme la

^{4/} Rapport annuel, 1963-1964 (Washington, D.C.), et renseignements complémentaires portant sur la période du 1er juillet 1964 au 1er mars 1965. Communiqués par le Secrétaire général aux membres du Conseil économique et social sous les cotes E/3992 et Add.1.

^{5/} Huitième rapport annuel, 1963-1964 (Washington, D.C.), et renseignements complémentaires portant sur la période du 1er juillet 1964 au 1er mars 1965. Communiqués par le Secrétaire général aux membres du Conseil économique et social sous les cotes E/3993 et Add.1.

plus concrète d'aide aux pays en voie de développement. Le bilan du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial, qui témoigne du champ étendu et varié des activités d'assistance, est impressionnant. La délégation chinoise est en faveur de la fusion recommandée aux termes de la résolution 1020 (XXXVII) du Conseil et espère que cette mesure sera de nature à accroître l'efficacité des opérations du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement. Il y a toutes raisons d'espérer que l'objectif de 200 millions de dollars sera atteint avec l'appui des Etats Membres. Le rapport annuel du Bureau de l'assistance technique^{6/} fait état de l'augmentation du nombre des experts des pays en voie de développement, tendance dont la délégation chinoise se réjouit, car un pays généralement classé comme insuffisamment développé peut, dans certains domaines, être fort avancé, et ses experts sont mieux à même de comprendre les problèmes qui se posent dans des pays qui ressemblent au leur.

28. La délégation chinoise appuie la reconduction du Programme alimentaire mondial dont les grandes lignes sont indiquées dans la résolution 1080 (XXXIX) du Conseil et est heureuse de la création de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies. Après la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies, il est réconfortant de constater l'action féconde des commissions économiques régionales. La Chine prend une part active aux travaux de la CEAO et collabore à d'importants projets régionaux tels que la Grande Route d'Asie et l'aménagement du bassin inférieur du Mékong. Elle se félicite de la création de la Banque asiatique de développement.

29. Il ne fait aucun doute que l'industrialisation joue un rôle de premier plan dans le développement économique. La Chine vient de mettre en route son quatrième plan quadriennal, dont l'objectif est d'accroître le revenu national de 7 p. 100 par an; elle a atteint un stade de développement que l'on peut qualifier d'économie à prédominance industrielle. Les progrès réalisés tiennent pour une large part à la place qu'elle fait à la réforme agraire. L'agriculture est aujourd'hui encore la clef de voûte du développement économique de la Chine, et la part qu'elle occupe dans le revenu national, les exportations et l'emploi a toujours été prépondérante. La délégation chinoise accueille avec une satisfaction particulière la proposition visant à organiser à Rome, en 1966, une conférence mondiale de la réforme agraire.

30. L'introduction de la technologie n'est pas moins importante que le facteur humain. Elle est indispensable pour augmenter la productivité agricole. En Chine, les priorités industrielles ont été déterminées avec un très grand soin et un conseil a été institué pour la coordination de l'assistance technique. En raison des progrès économiques qu'elle a réalisés, la Chine peut fournir une assistance technique à de nombreux autres pays.

31. M. TOIV (Mongolie) dit que le développement de la coopération économique internationale sur

^{6/} Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément No 5 (E/4021/Rev.1).

une base équitable est le moyen le plus efficace d'encourager les relations pacifiques. Il importe en particulier de combler l'écart toujours plus grand qui existe entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Certaines questions méritent une attention particulière: la division internationale du travail, pour accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement; la transformation du commerce international en un moyen efficace de développement économique; l'application de principes modernes dans les relations économiques et commerciales internationales.

32. Plusieurs représentants de pays en voie de développement ont exprimé leur inquiétude devant la situation économique défavorable de leur pays et les difficultés qu'ils éprouvent à développer leur économie. La Mongolie, elle aussi, ne disposait au départ que d'une base bien faible pour le développement économique, et, avant la libération, elle possédait beaucoup de caractères communs à la plupart des pays qui se sont récemment libérés du colonialisme. Par le passé, dans le système d'économie capitaliste, la Mongolie ne servait qu'à ravitailler les puissances étrangères en produits agricoles et en matières premières. Son économie, essentiellement fondée sur l'élevage du bétail, était dominée par les capitaux étrangers; au moment de la libération, 86 p. 100 du commerce extérieur et une proportion légèrement inférieure du commerce intérieur se trouvaient aux mains d'entreprises originaires de pays capitalistes. L'exemple de nombreux pays a montré que l'indépendance économique ne peut se concevoir sans le démantèlement de la structure économique coloniale et la création d'une base saine pour l'économie nationale. Il s'agit avant tout de concentrer les secteurs clefs de l'économie nationale sous l'autorité de l'Etat et d'expulser le capital étranger. La Mongolie a commencé par rejeter le capital étranger, par instituer des monopoles d'Etat et par créer un système bancaire national. Ces mesures, ainsi que la construction des premiers centres industriels nationaux, ont assuré son indépendance économique.

33. Les succès signalés par les représentants des pays nouvellement indépendants dans l'élimination de l'héritage du colonialisme seraient encore plus marqués si ces pays n'avaient pas à combattre tous les jours les séquelles du colonialisme et la politique néo-colonialiste. Le principal obstacle qui s'oppose à l'indépendance économique est la position clef qu'occupent encore les monopoles étrangers. Ces monopoles drainent des bénéfices qui dépassent de beaucoup leurs investissements dans les pays en voie de développement, privant ainsi ces derniers des moyens nécessaires au progrès économique et social. Malheureusement, les documents des Nations Unies laissent fréquemment entendre que les capitaux étrangers ont un rôle essentiel à jouer dans les pays en voie de développement, bien que des déclarations de ce genre ne puissent que servir certains intérêts impérialistes occidentaux. L'aide extérieure doit effectivement aider l'économie des pays en voie de développement, mais seulement à certaines conditions. Elle doit se concentrer sur les branches les plus importantes de l'économie et contribuer à la mise en place d'industries modernes, renforcer le secteur

nationalisé et accroître les possibilités de formation du capital. La formation d'un capital national doit néanmoins constituer la base du financement et le gouvernement bénéficiaire doit toujours avoir le contrôle exclusif des capitaux étrangers.

34. Une question étroitement liée à la précédente est celle de l'exploitation des ressources naturelles. Comme l'a souligné la Déclaration du Caire des pays en voie de développement adoptée en 1962⁷, le droit des peuples à disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles revêt une importance vitale pour leur développement économique. Les tentatives faites par les Etats impérialistes pour contester ce droit sont contraires à l'intérêt national des pays en voie de développement et à la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale.

35. Le rapport du Conseil économique et social⁸ indique que de nombreux pays se disposent à créer une industrie nationale et à perfectionner la planification agricole et économique. La Mongolie féodale était en retard malgré ses vastes ressources naturelles, mais des changements radicaux sont intervenus. Conscient de l'importance vitale de l'industrialisation, le gouvernement populaire a créé les premières entreprises industrielles aussitôt après la libération, avec le concours de l'Union soviétique. Par la suite, d'autres branches de l'industrie, parmi lesquelles celles de l'extraction minière, du carburant et de l'énergie, du bâtiment, du bois et de l'alimentation, se sont créées et développées. L'industrie de traitement des produits de l'élevage et de l'agriculture fait de rapides progrès. En 1964, la production industrielle totale a été de 50 p. 100 supérieure à celle de 1960. La Mongolie est d'ores et déjà un Etat à la fois agricole et industriel, et elle espère, au cours des 15 à 20 ans à venir, atteindre le niveau des pays socialistes industrialisés. On prévoit qu'au cours de la période 1966-1970 la production industrielle atteindra un niveau deux fois supérieur à celui de 1965, avec un taux de croissance annuelle de 13 p. 100. L'exemple de la Mongolie démontre qu'à l'intérieur du système socialiste mondial tout pays peut, quel que soit son niveau de développement économique, venir à tout des problèmes les plus complexes grâce au concours que lui apportent sans réserve les pays socialistes.

36. L'amélioration des techniques agricoles, l'augmentation de la productivité et la réforme agraire revêtent une grande importance pour les pays en voie de développement, dont la population se consacre encore en majorité à l'agriculture. Le développement industriel et l'amélioration du niveau de vie sont impossibles sans une augmentation de la production agricole. En Mongolie, les fermes d'élevage éparses ont été remplacées par de vastes entreprises agricoles mixtes gérées par l'Etat et par des coopératives agricoles. Des techniques modernes ont été introduites avec succès dans l'élevage du bétail et la Mongolie est devenue l'un des pays où le nombre de têtes de bétail par habitant est le plus élevé. Les cultures occupent, elles aussi, une place importante grâce au

⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes, points, 12, 34, 35, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour, document A/5162.

⁸ Ibid., vingtième session, Supplément No 3 (A/6003).

défrichement des terres vierges. La Mongolie, qui importait autrefois de la farine, est devenue grande exportatrice de blé. Les statistiques de la production agricole pour 1964 témoignent de la vitalité de son système coopératif et de la valeur du développement économique planifié. La Mongolie s'apprête à mettre en route un nouveau plan quinquennal pour la période 1966-1970, et sa présence au Conseil d'entraide économique (CAEM) ouvre de nouvelles perspectives à une augmentation du taux de développement.

37. La réalisation principale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est d'avoir élaboré des principes généraux destinés à régir, sur le plan international, les relations économiques et les politiques commerciales. Toutes aussi importantes ont été la décision d'instituer la Conférence en tant qu'organe permanent de l'Assemblée générale et la création du Conseil du commerce et du développement. Toutefois, les recommandations de la Conférence ne semblent guère avoir produit de résultats. Le rapport du Conseil économique et social indique que la part des pays en voie de développement dans le commerce mondial va en diminuant et que leurs recettes d'exportation n'augmentent pas suffisamment. Les termes de l'échange se détériorent constamment, tandis que subsistent les barrières commerciales et les pratiques discriminatoires. Il faut s'attaquer à ces problèmes; il convient en outre d'activer la mise en place d'un secrétariat de la Conférence et de décider du lieu de son siège.

38. Le développement du commerce mondial doit se faire dans le respect des principes énoncés par la Conférence à Genève et des dispositions fondamentales de la déclaration commune des 77 pays en voie de développement reproduite dans l'Acte final de la Conférence.

39. La délégation mongole se félicite des changements intervenus récemment dans l'aide fournie par l'intermédiaire du Programme élargi et du Fonds spécial. Il subsiste cependant des lacunes telles que les fréquents retards apportés à l'exécution des projets et le manque de souplesse des travaux effectués sur le plan local. Le Conseil économique et social occupe une place importante parmi les organismes des Nations Unies et il devrait, sous sa forme élargie, jouer un rôle plus efficace dans le développement économique. La création d'un organe permanent du commerce a quelque peu réduit ses activités dans ce sens mais il doit désormais se consacrer à l'étude et à l'analyse des tendances économiques mondiales, aux mesures propres à résoudre, à l'échelle internationale, les problèmes économiques et sociaux, à la coordination des travaux des divers organes des Nations Unies en matière d'industrie, d'agriculture et d'enseignement, et à la fourniture d'assistance technique aux pays en voie de développement.

La séance est levée à 12 h 50.